



HAL
open science

La politique de la puissance militaire russe de Vladimir Poutine

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. La politique de la puissance militaire russe de Vladimir Poutine. *Géoéconomie de la Russie*, Dec 2008, Chambéry, France. hal-03606644

HAL Id: hal-03606644

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-03606644>

Submitted on 12 Mar 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La politique de la puissance militaire russe de Vladimir Poutine

Jacques Fontanel

Conférence Université de Savoie
Décembre 2012

Toute l'organisation publique de la Russie est verticalisée et le capitalisme « à la russe » ne manque pas de faire penser à une ploutocratie autoritaire, dominée par des oligarques peu nombreux qui possèdent directement ou indirectement l'ensemble des secteurs stratégiques de la Fédération. Après la crise du complexe militaro-industriel, l'économie russe a cherché à se développer dans le secteur civil, notamment dans le secteur des hydrocarbures. Au début du XXI^e siècle, la Russie n'a plus Moscou voulu renoncer à la politique de puissance de l'URSS, même si les discours restaient modérés. La guerre en Tchétchénie, puis celles de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie témoignent du souci de récupérer les territoires russophones dans le giron de la Fédération et ses liens particuliers avec la Biélorussie. Cependant, l'avancée rapide de l'OTAN aux portes de ses frontières semble inciter Moscou à réagir et à condamner la duplicité des Etats-Unis et de l'Europe qui ne respectent pas leur promesse de ne pas étendre l'OTAN en direction de l'Europe de l'Est. La Russie n'a pas perdu le goût de la puissance et elle veut conserver son influence « historique » sur tous les territoires qu'ils ont autrefois vassalisés.

Russia's entire public organization is verticalized, and capitalism "à la russe" is reminiscent of an authoritarian plutocracy, dominated by a small number of oligarchs who directly or indirectly own all of the Federation's strategic sectors. After the crisis of the military-industrial complex, the Russian economy sought to develop in the civilian sector, especially in the hydrocarbon sector. At the beginning of the 21st century, Russia no longer wanted to renounce the power policy of the USSR, even if the rhetoric remained moderate. The war in Chechnya, then those of South Ossetia and Abkhazia testify to the concern to recover the Russian-speaking territories in the bosom of the Federation and its special links with Belarus. However, the rapid advance of NATO to the gates of its borders seems to be prompting Moscow to react and to condemn the duplicity of the United States and Europe, which are not keeping their promise not to expand NATO towards Eastern Europe. Russia has not lost its taste for power and wants to keep its "historical" influence on all the territories they once dominated.

Mots clés :Russie, puissance militaire, zone d'influence, OTAN, Abkhazie, Ossétie du Sud, Géorgie, Tchétchénie, ploutocratie.

Russia, military power, zone of influence, NATO, Abkhazia, South Ossetia, Georgia, Chechnya, plutocracy

Le Président de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine, ancien représentant du KGB, n'a pas encore fait le deuil d'une Russie puissante, plutôt chrétienne orthodoxe, au moment où de nombreux anciens partenaires des démocraties populaires et des pays ayant appartenu à feu l'URSS intègrent ou veulent devenir candidat à une accession à l'Union européenne et, pire, à l'OTAN. Toute l'organisation publique de la Russie est verticalisée à l'extrême et le capitalisme « à la russe » ne manque pas de faire penser à une ploutocratie autoritaire, dominée par des oligarques peu nombreux qui possèdent directement ou indirectement l'ensemble des secteurs stratégiques de la Fédération. La vassalité due au Chef de l'Etat est bien ancrée dans les mentalités de ceux qui ont reçu un blang-seing du chef de l'Etat pour établir, développer et protéger leurs richesses. D'ailleurs, si la constitution ne permet pas à Poutine de rester comme Président, il abandonne son poste à son Premier Ministre en échange du poste de celui-ci. Personne en Russie ou ailleurs ne se fait d'illusion sur ce jeu de chaises musicales, le véritable leader de la Nation reste Vladimir Poutine, lequel s'appuie essentiellement sur deux piliers : la recherche de la puissance militaire et les hydrocarbures. En outre, la préférence en termes de stratégie donnée au « hard power au détriment du soft power est clairement exprimée.

L'économie russe n'est pas vraiment en bonne santé, elle souffre de sa dépendance à l'égard du gaz et du pétrole, de la kleptocratie des oligarques finalement peu intéressés par l'intérêt collectif en étant les champions de l'évasion fiscale et par la réduction des services publics. S'il existe une vraie politique économique de la gouvernance de la Russie, on pourrait évoquer la fameuse théorie erronée du ruissellement (qui exprime qu'il faut des milliardaires pour améliorer le niveau de vie de la population), autre fois revendiquée par Ronald Reagan aux Etats-Unis. Le capitalisme « à la russe » a permis à quelques personnes proches du pouvoir de s'enrichir très rapidement, dans un pays qui n'est toujours pas remis de la violence de la transition économique (Aganbeguyan, A., Fontanel, J., 1994). S'il doit y avoir une défense, elle doit d'abord être fondée sur la protection des intérêts du petit groupe au pouvoir, et les regards portés pour le ralliement ou la conquêtes de territoires de l'ancienne URSS ne sont pas seulement dûs à des raisons patriotiques, mais souvent à des intérêts économiques d'oligarques.

Les tergiversations de la stratégie de défense depuis 1990 n'ont pas permis d'engager une politique de restructuration de l'ensemble du complexe militaro-industriel d'autant plus que les finances publiques de la Russie dépendent du prix aléatoire des matières énergétiques. Il

est difficile aujourd'hui pour Moscou de poser la question des énergies non renouvelables et du réchauffement climatique, mais si le trend des actions publiques engagées dans le monde se poursuit durant la décennie à venir le prix du pétrole devrait se maintenir à minima, et plus certainement augmenter avec la croissance inéluctable de la consommation individuelle et collective d'énergie.

Moscou s'est refusé officiellement à renoncer à la politique de puissance de l'URSS. Vladimir Poutine a décidé de relancer les budgets militaires et il cherche à doter la Russie d'un arsenal nucléaire qui la rend aussi redoutable en cas de conflit que les Etats-Unis et l'OTAN. Pour cela, il dispose des mêmes armes que Washington, sur la base des investissements déjà engagés pendant l'Union soviétique et les Accords passés régulièrement avec Washington. Dans le secteur des armes conventionnelles, dominateur sur le sol européen pendant la guerre froide, les moyens financiers qui lui est dédié s'avèrent relativement faibles, ce qui devrait réduire son action offensive sur les théâtres européens, sauf en l'assortissant d'un couplage dangereux pour la guerre mondiale avec la menace nucléaire. La question est plutôt de savoir si les compétences ont été maintenues dans un secteur de plus en plus concerné par les technologies digitales et l'intelligence artificielle. Ajoutons aussi que les guerres futures engageront de nombreuses cyberattaques contre les armes, les entreprises ou les services publics, et que dans ce domaine la formation des scientifiques russes est particulièrement compétitive.

Cependant, depuis 18 ans, la Russie a subi concrètement une érosion importante de ses positions stratégiques. En effet, le Pacte de Varsovie est définitivement mort, alors que l'OTAN s'est élargie, notamment avec les anciennes démocraties populaires. C'est ainsi que dès 1990, un accord entre Gorbatchev-Kohl-Clinton conduit à l'appartenance de l'Allemagne réunifiée à l'OTAN. En 1999, la Hongrie, la Pologne, la Tchéquie rejoignent l'OTAN, laquelle se fixe de nouveaux objectifs concernant la cybersécurité, la lutte contre le terrorisme, le maintien de la paix dans les Balkans, un Partenariat pour la paix et la mise en place d'un Dialogue méditerranéen. En 2004, la Bulgarie, la Roumanie, la Slovaquie, la Slovénie et les trois pays baltes de l'ex URSS (Estonie, Lettonie, Lituanie) ont été admis comme membres de l'OTAN. Enfin, d'autres pays témoignent de leur intérêt à une adhésion prochaine, notamment la Croatie et l'Albanie.

Aujourd'hui, les rapports de force des armes conventionnelles est plutôt en faveur du couple OTAN-Etats-Unis. La « doctrine Ivanov » d'avril 2000 reconnaissant quelques infériorités militaires de la Russie dans ce secteur, marquait aussi le souci d'endiguer les actions agressives des adversaires éventuels, en insistant sur la doctrine

nucléaire, la sanctuarisation du territoire national et des zones d'intérêts vitaux, notamment les pays de la CEI (Communauté des Etats Indépendants). C'est sur ce point que les réflexions stratégiques de la Russie sont utiles aujourd'hui pour comprendre les conflits dans lesquelles la Russie s'est engagée.

En 2002, un Conseil OTAN-Russie s'est tenu, mais il n'a pas vraiment eu l'effet attendu par Vladimir Poutine qui a considéré que les nouvelles adhésions à l'OTAN constituait de fait une provocation majeure à l'encontre de la Russie. Au Sommet de Bucarest de l'OTAN, le 4 avril 2008, la Géorgie et l'Ukraine se déclarent favorables à une adhésion à l'OTAN. De fait la Russie peut légitimement se sentir assiégée. Moscou a toujours considéré que les pays qui ont appartenu à l'URSS devaient rester dans sa zone d'influence. Si les démocraties populaires avaient été le résultat de la deuxième guerre mondiale avec la vassalisation de leurs dirigeants à Moscou, elles n'avaient jamais été acceptées par un vote populaire libre. Pour les pays rattachés de force à l'Union soviétique, une résistance nationale à l'indépendance existait déjà avant même l'effondrement de l'URSS. Cependant, pour les pays ayant appartenu à l'URSS, après le départ des pays baltes, la Russie s'est sentie trahie, alors même que pour l'Ukraine et la Géorgie la crainte d'un retour à une autre forme d'impérialisme imposé par Moscou reste encore aujourd'hui endémique.

Depuis le début du XXI^e siècle, le principal effort significatif de la Russie a consisté à rénover ses forces nucléaires. L'abandon de la doctrine du « no first use » appliqué depuis 1993 a été confirmé afin de donner plus de poids aux déclarations de Moscou concernant l'option des frappes préemptives et la nécessité de la gradation de la riposte. Cette nouvelle stratégie globale suppose aussi une refonte graduée des forces stratégiques, en vue de mettre au point un usage nucléaire avec des « pertes modérées », suffisamment en tout cas pour éviter l'apocalypse nucléaire, tout en fournissant un avertissement particulièrement significatif à l'adversaire. Une frappe inconsidérée conduirait à un conflit nucléaire majeur susceptible de conduire, par un processus d'escalade incontrôlé, à la destruction du territoire national, mais aussi de ceux de tous ses ennemis. Une rénovation de l'arsenal national a été engagée, ce qui a permis de relancer la capacité des arsenaux à produire et à innover, notamment sur le potentiel de modulation de l'intensité des frappes en fonction des tactiques souhaitées sur les champs de bataille. Un nouveau complexe militaro-industriel a été mis en place, avec des doctrines proches de celles qui avaient été forgées pendant la guerre froide. Il fait peu de doute que,

dans une situation de conflit militaire, l'usage de la force nucléaire sera plus facilement engagée par un pays très centralisé

Depuis mai 1972, date du premier traité sur la limitation des armes stratégiques (SALT1), les Etats-Unis et l'URSS puis la Russie ont signé plusieurs accords concernant l'arme nucléaire (SALT2, puis SALT3, lequel ne sera pas ratifié du fait de l'invasion soviétique de l'Afghanistan), notamment en vue de réduire leurs dépenses, alors que l'apocalypse nucléaire pouvait intervenir avec 20 fois moins d'armes. En mai 1988, Reagan et Gorbatchev signent l'accord INF qui prévoit l'élimination des missiles à portée intermédiaire et à courte portée, soit 4% de l'arsenal, avec vérification « in situ ». Dans ce contexte, il s'agissait plus d'une réduction d'armements (même limitée) que d'un contrôle des armements.

En 1991, Gorbatchev et Bush signe START 1 qui prévoit la réduction (de l'ordre de 30%) des fusées nucléaires de portée intercontinentales terrestres (ICBM) ou sur sous-marins (SLBM) des arsenaux stratégiques des deux superpuissances. Les ogives de l'URSS ne doivent pas excéder 7000 contre 9000 pour les Etats-Unis, ainsi que le nombre de bombardiers. En 1993, START 2 prévoit pour 2003, la permanence de 3500 têtes nucléaires américaines et 3000 russe, les deux Etats disposant alors d'une quasi égalité d'ogives nucléaires, soit 10.000 têtes. En outre, il est décidé la disparition des fusées à têtes multiples indépendamment téléguidées (ICBM mirvés) surtout russes en échange de la réduction de moitié des missiles sous-marins américains. Start II est ratifié en 1996 par les Etats-Unis et en 2000 par la Russie. En 2002, George W. Bush et Vladimir Poutine décident de réduire des deux-tiers leurs arsenaux nucléaires en une décennie (SORT, Strategic Offensive Reduction Treaty). C'est la fin de la parité stratégique, suivi par la signature d'un nouveau partenariat stratégique. Cependant, la Russie a continué à améliorer ses armes nucléaires, tout comme les Etats-Unis. La puissance et la précision des armes ont été considérablement augmentées.

La dépendance aux armes nucléaires suppose donc une constante modernisation. La nouvelle stratégie, propose de faire appel à des attaques éventuelles, ce qui suppose des armes plus souples, plus mobiles, plus résilientes et furtives. Or, aujourd'hui, les moyens mis à la disposition des armées russes ne sont pas encore à la mesure des ambitions annoncées. Ainsi, si les forces stratégiques sont dégraissées dans le cadre de l'accord SORT, l'obsolescence de la plupart des armes nucléaires est inéluctable, touchant notamment les vecteurs ensilés et les SS25. Aujourd'hui, l'option préemptive s'inscrit plutôt dans une démarche défensive, elle n'implique pas une tentative

d'intimidation active fondée sur une possible victoire de puissance. Il s'agit en fait de la restauration de la dissuasion, de mettre en place les forces nécessaires pour infliger des dommages inacceptables à l'ennemi éventuel, en vue de l'empêcher de toucher aux intérêts vitaux de la nation russe.

La défiance contre les Etats-Unis est renforcée par la guerre en Irak, engagée en mars 2003. George W. Bush et les néoconservateurs ont bâti cette aventure militaire, si coûteuse financièrement et en vies humaines, si catastrophique pour les équilibres régionaux, sur la base de mensonges d'Etat. L'invention d'armes de destruction massive supposément aux mains de Saddam Hussein ne porte pas seulement atteinte à la crédibilité américaine, elle offre au Kremlin la certitude que les forts définissent leur vérité, au lieu de la respecter. Cependant, Poutine ne tire pas encore toutes les conséquences de cette révélation. Il s'agit d'abord d'assurer la consolidation économique intérieure, soutenue fortement par les ventes de pétrole et de gaz.

Le cynisme de la politique américaine permet à Vladimir Poutine de justifier tous les actes violents de son pouvoir perpétrés aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Russie. Contre la Tchétchénie, il avait mis en évidence sa capacité à détruire les forces ennemies, en y ajoutant une absence d'intérêt pour la vie humaine. Les démocraties libérales ne pensent, selon lui, qu'à affaiblir la civilisation russe et la religion orthodoxe. Le Patriarche de Moscou est d'ailleurs l'un de ses plus vaillant soutien, malgré certaines exactions internes discutables. Le projet d'une reconstitution d'un empire russe reste toujours présent, même si les moyens pour y parvenir se heurte à l'hostilité de la plupart des pays frontières. En Géorgie, la « révolution des roses », clairement atlantiste, menée par le Président Mikheïl Saakachvili, est vécue, par le Kremlin, comme une tentative d'encerclement et de déstabilisation occidentale.

A l'intérieur du pays, Vladimir Poutine règle ses comptes avec les opposants, comme Mikhaïl Khodorkovski, patron du groupe pétrolier Ioukos, qui devrait passer plusieurs années en prison, pour n'avoir pas compris les nouvelles règles du jeu entre le pouvoir et les oligarques, l'empoisonnement au polonium d'Alexander Litvinenko, ancien agent du KGB ou l'assassinat en 2006 de la journaliste Anna Politkovskaïa à Moscou. A chaque fois, les arguments assénés pour expliquer ces situations font état de complots engagés par les puissances occidentales ou de trahisons au patriotisme russe.

Fortement affaiblie par la fin de l'URSS, elle relève la tête, même si elle n'est plus capable aujourd'hui d'être suffisamment attractive en Europe pour maintenir des liens politico-militaires avec les pays européens appartenant autrefois au Pacte de Varsovie. Face à la

Russie, sans l'OTAN, l'Europe n'a pas une puissance militaire suffisante face à la Russie, surtout face à la menace nucléaire malgré la disponibilité des forces nucléaires britanniques et françaises. Le Japon est lui-même un pays vassalisé militairement par Washington. Finalement, le combat de la puissance militaire est nettement en faveur des Etats-Unis, malgré la croissance rapide de la menace chinoise. La Russie reste une la deuxième puissance nucléaire mondiale, au moins aussi bien munie militairement et stratégiquement dans ce secteur que les Etats-Unis. Enfin, Washington s'est lancé dans des opérations de gendarme du monde en Irak et en Afghanistan, avec des résultats discutables à court terme, qui risquent de devenir encore plus mitigés à long terme, au regard des divergences civilisationnelles et religieuses qui séparent les Etats-Unis des deux pays occupés. Il n'est jamais bon de vouloir faire le bien des peuples en occupant leur territoire à long terme.

Pour élargir le champ de ses options, la Russie pourrait décider d'engager une politique unilatérale de construction de vecteurs sub-stratégiques, contrairement aux accords passés et en rétorsion aux entorses américaines concernant les libertés prises par les Etats-Unis au regard du Traité sur les missiles anti-stratégiques. La Russie dispose d'un système d'armes souples capable de maintenir une dissuasion « opérationnelle » crédible.

Cependant, les missions militaires de la Russie sont dépendantes de contraintes financières lourdes, après le fort coût humain de la double transition économique et de la conversion militaire. L'armée russe et le complexe militaro-industriel ont subi une perte importante des financements du Ministère de la défense, compte tenu de l'inflation des prix concernant les équipements militaires principalement adaptés au secteur nucléaire. Les forces navales, terrestres et spatiales doivent adapter leurs stratégies aux financements concédés.

Enfin, malgré la volonté déclarée de Vladimir Poutine, la professionnalisation des forces reste difficile, compte tenu de son coût. En divisant par deux le nombre d'hommes de 1,5 million à 800.000 hommes, objectif déclaré, il en coûterait plus de 200 milliards de roubles, soit encore sensiblement un peu moins du tiers des dépenses militaires totales. Dans ce contexte, l'effort demande du temps, d'autant plus que les forces classiques n'ont plus aujourd'hui le rôle dissuasif qui leur était attribué du temps de l'Union soviétique. L'expérience tchéchène a mis en évidence l'impuissance relative de la Russie concernant les conflits asymétriques, la faiblesse des stratégies mises en place et l'efficacité insuffisante des armes disponibles. Si l'industrie russe est encore capable de produire les armes nécessaires à la restauration de ses forces, leur financement est

plus problématique, sauf à s'engager dans une logique d'économie de guerre. La modernisation des forces conventionnelles s'inscrit dans une démarche purement dissuasive, compte tenu du caractère hypothétique des menaces des grandes puissances, Chine comprise, concernant le territoire russe.

Même si elle ne peut plus prétendre à l'universalité des compétences industrielles et militaires, la Russie a engagé des efforts importants en recherche-développement, en vue d'obliger les entreprises à se moderniser et à retrouver une compétitivité des produits militaires sur les champs de guerre et de l'exportation. Elle n'a sans doute pas perdu ses ambitions, mais les temps lui sont durs avec l'apprentissage délicat des marchés, de la globalisation et des éloignements progressifs de ses alliés historiques. La Russie a connu une grave crise de puissance et elle a de la difficulté à s'affirmer au plan international et stratégique. Cependant, si elle n'a plus le rayonnement mondial d'antan, elle reste une grande puissance militaire et nucléaire avec laquelle le monde doit toujours composer.

Les productions de gaz et de pétrole offrent un soutien important à l'ensemble de l'économie nationale et elles lui permettent de disposer de moyens économiques importants pour sanctionner, si besoin, les pays européens fortement dépendants de ces matières énergétiques. Avec Vladimir Poutine, la volonté de restituer la puissance militaire, politique et stratégique à la Russie constitue un objectif de plus en plus affirmé. La question est plutôt de savoir s'il en aura personnellement le temps, puisqu'il doit abandonner constitutionnellement son mandat de Président. La Russie reste toujours une superpuissance militaire, sans doute la plus déterminée à utiliser son potentiel nucléaire si besoin était, compte tenu du baillon qui a été posée depuis tant d'années sur les espérances non exprimées de l'opinion publique nationale.

L'histoire présente des relations internationales n'incite gère Vladimir Poutine à faire confiance dans la fiabilité des pays occidentaux, aussi bien des Etats-Unis que de l'Europe, versus l'OTAN. En 2003, Vladimir Poutine a souhaité poursuivre un programme économique pour que la Russie entame des relations commerciales normalisées avec l'Occident, notamment l'adhésion de la Russie à l'Union européenne et l'abrogation de l'amendement Jackson-Vannik avec les Etats-Unis. La demande d'admission à l'OMC, qui s'inscrivait dans une stratégie nationale visant à entreprendre les réformes nécessaires à la modernisation de son économie, par une diversification de la production, une amélioration de la compétitivité et l'ouverture à travers un large éventail d'options, n'a toujours pas été retenue, du fait de la forte opposition à l'intérieur

même des forces politiques américaines, dans un « remake » de la guerre froide. L'approche mercantiliste a été, pendant des siècles, une force motrice de la politique commerciale et le gouvernement américain utilise ces méthodes et cette politique contre la Russie.

En 2004, la « révolution orange » a mis en évidence les fractures dans les zones d'influence de la Russie, surtout en connaissant le rôle décisif des ONG américaines et sans doute de la NSA (National Security Agency), organisme gouvernemental américain, responsable du renseignement d'origine électromagnétique et de la sécurité des systèmes d'information. La contestation ukrainienne n'est pas encore vraiment ancrée vers une société occidentalisée, mais le risque perçu par Moscou conduit Vladimir Poutine à considérer que l'affaiblissement de la Russie dans le concert international est une stratégie constante qui s'apparente à un comportement anti russe et donc à une trahison de la diplomatie américaine.

Fin 2007, Vladimir Poutine a suspendu la participation de la Russie au traité sur les forces armées conventionnelles en Europe (FCE), qu'il juge dépassé et hérité de la guerre froide. Depuis quelques mois, il s'insurge contre la politique « impérialiste » de Washington, qui fait de l'usage de la force la norme dans un monde unipolaire qu'il impose, comme seul maître, aux relations internationales contemporaines. En 2008, la proclamation de l'indépendance du Kosovo, que combattait Moscou, n'a été rendu possible que grâce à une campagne de frappes aériennes en Serbie et au Kosovo des Etats-Unis, destinée à éviter les massacres contre les populations albanaises, en contradiction avec la doctrine défensive de l'OTAN. En outre, dans le cas d'espèce, les lois internationales n'ont pas été respectées. Le « cynisme » américain sera une leçon bien retenue et souvent rappelée par Vladimir Poutine.

En avril 2008, l'OTAN reporte la question de l'adhésion de la Géorgie et de l'Ukraine, tout en considérant la question ouverte, ce qui évidemment n'est pas du goût de Moscou au regard des populations russophones qui existent dans ces deux pays. Pour le pouvoir russe, l'Occident viole les principes du droit international quand il le souhaite, sans se soucier des alliances et intérêts de Moscou. C'est ainsi que la révolution libyenne qui avait conduit à la mort de Khadafi et l'intervention américaine fondée sur l'excuse de l'existence fictive armes de destruction massives du régime de Saddam Hussein confirment cette analyse. Les événements de 2004 en Ukraine attisent cette inquiétude.

En mai 2008, Dmitry Medvedev devient Président, Poutine premier ministre. Début août, prétendant un génocide contre les populations russophones, l'armée russe intervient en soutien des deux régions séparatistes d'Ossétie du Sud et d'Abkhazie, contre la Géorgie. Cette

guerre remportée met en évidence le maintien de la force russe et l'incapacité des pays occidentaux d'intervenir, alors que la Géorgie a perdu 20 % de son territoire. Il s'agit de défendre l'influence russe sur les territoires appartenant autrefois aux pays appartenant à ou alliés de la Russie (Rouski mir).

La Russie s'est engagée dans plusieurs combats militaires depuis l'effondrement de l'URSS et les résultats obtenus par le Kremlin deviennent de plus en plus satisfaisants stratégiquement. Après une défaite en Tchétchénie sous la Présidence d'Eltsine, la violence des actions russes à l'égard de la Tchétchénie, de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie témoigne de la forte détermination de Vladimir Poutine de rendre à la Russie sa puissance, sa fermeté au regard des intérêts nationaux de la Russie et sa voix au chapitre dans le concert international. Certes, les adversaires n'avaient pas non plus de moyens militaires suffisants, mais l'extrême violence de l'action témoigne d'une forte résolution pour faire respecter ce qui est auto supposé son « bon droit ».

La disparition de l'URSS en 1991 a eu pour conséquence une véritable "balkanisation" du Caucase. La Tchétchénie, région conquise par le pouvoir tsariste, qui avait subi alors une russification accélérée en vue de contrer le pouvoir de l'Islam, a renouvelé sa volonté d'indépendance et de libération nationale et religieuse, ce qu'elle a institué fin 1991, avant la chute de l'Union soviétique, en mettant en pratique la charia. Cette situation était difficilement acceptable par la Russie, eu égard à la réintroduction de l'Islam dans un Caucase qui en avait été éradiqué après 70 ans d'athéisme forcé. Il en a résulté une première guerre sanglante en Tchétchénie qui a abouti, sous la Présidence de Boris Eltsine, à un échec militaire et humanitaire de la Russie, face à la résistance féroce des combattants tchétchènes. Dans ces conditions, l'appel au retour à un Caucase islamique réclamée par les Tchétchènes a été accompagné d'attentats terroristes sur le territoire russe, même si une présomption d'action stratégique du FSB a été formulée dans le but de justifier une centralisation du pouvoir du Kremlin et une riposte aussi rapide que violente. La deuxième guerre, engagée par Vladimir Poutine, a été victorieuse, avec la prise de Grozny en février 2000 et la réinsertion de la Tchétchénie dans la Fédération de Russie, après une extermination partielle des forces d'opposition. Cette guerre, d'une violence inouïe (300.000 morts) a permis à Moscou de montrer l'efficacité amorale de son action et d'instaurer un pouvoir autoritaire soutenu par les forces du FSB au prétexte d'un renforcement des dispositions de sécurité nationale, au détriment des libertés individuelles, notamment la liberté d'expression. Aujourd'hui, le régime d'opération antiterroriste

instauré en 2000 est toujours en vigueur. Si la Russie s'ouvre économiquement au libéralisme, d'un point de vue politique l'autoritarisme prévaut, avec la toute-puissance du chef, à l'instar des tsars ou de Staline.

L'Abkhazie (8000 km² et 350.000 habitants) et l'Ossétie du sud (3900 km² et 50.000 habitants), deux territoires de la Géorgie, sont entrés en conflit avec le pouvoir de Tbilissi. En 1922, la République autonome d'Ossétie du Sud avait été rattachée à la Géorgie par les bolcheviks, sans référence aux questions ethniques. En 1989, elle entre en conflit militaire avec le pouvoir central géorgien qui lui refuse tout droit d'expression identitaire. Lorsque la Géorgie est devenue indépendante, la guerre civile s'est rapidement invitée entre le Conseil d'Etat de Chevardnadzé, l'ancien président Gamsakhourdia et les indépendantistes d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud, anciennement républiques autonomes de l'URSS. L'Ossétie du sud a demandé son rattachement à l'Ossétie du nord, c'est à dire à la Russie. Dès la chute de l'URSS, l'Ossétie du Sud s'est déclarée indépendante de la Géorgie, armes à la main. En 1992, la Russie intervient dans la guerre aux côtés des Ossètes. Moscou et Tbilissi reconnaissent alors mutuellement leur intégrité territoriale et prévoient le règlement pacifique du conflit. En août 2008, la majorité des Ossètes du Sud dispose d'un passeport russe, le Président Medvedev décide alors d'intervenir militairement pour protéger la population et contraindre la Géorgie à la paix, en réponse à la volonté de Tbilissi d'adhésion à l'Union européenne et à l'OTAN. La guerre enclenchée par la Géorgie contre les séparatistes conduit à une riposte russe à la fois instantanée et victorieuse. Il en résultera un « nettoyage ethnique » des Géorgiens de souche sur le territoire. La Russie reconnaît alors l'indépendance de l'Ossétie du Sud, ce qui est condamné par les membres de l'Union européenne et par les Etats-Unis. Très peu de pays ont reconnu cette indépendance..

En Abkhazie, le pouvoir géorgien admet une surreprésentation des Abkhazes dans la région autonome contre l'abandon du séparatisme. La guerre qui suivit, permit aux Abkhazes de chasser 270 000 Géorgiens de la région autonome et de renverser le rapport démographique en leur faveur. Depuis la fin des combats, les Abkhazes, soutenus fermement par la Russie, ont maintenu leur volonté d'indépendance ou de rattachement à la Russie. L'Abkhazie a adopté une nouvelle Constitution en novembre 1994 et a proclamé son indépendance par référendum le 3 octobre 1999, reconnue par moins de 10 pays. Les séparatistes, majoritairement orthodoxes, ambitionnent un statut d'autonomie au sein du patriarcat de Moscou, alors qu'ils sont rattachés à celui de la Géorgie. Les considérations

religieuses dans le Caucase sont toujours mises en avant, surtout depuis l'effondrement de l'URSS.

La Russie n'a pas perdu le goût de la puissance et elle veut conserver son influence « historique » sur tous les territoires qu'ils ont autrefois vassalisés. Il faut aussi souligner que l'OTAN ne respecte pas l'accord de non-déploiement vers l'Est de l'Europe de ses adhésions. Dans ces conditions, la confiance entre les pays membres de l'OTAN et la Russie est rompue. Il est probable que la Russie va se servir de ses richesses de matières énergétiques pour financer ses forces nucléaires, afin de faire comprendre aux autres puissances qu'elle défendra ses intérêts, notamment face à une OTAN qui n'a de raison d'être que contre la Fédération de Russie.

Références :

Aganbeguyan, A., Fontanel, J. (1994) *Un monde en transition. Les exemples de la Russie et de l'industrie d'armement*. Pax Economica.

Brunat, E., Fontanel, J. (2001), The arms race, once again ? Colloquium « Reforming natural monopolies in Russia. The macroéconomique situation and forecast. The Russian defence complex and the national missile defense controversy, Académie des Sciences Economiques, Moscow, June 6. 2001.

Colard, D., Fontanel, J., Guilhaudis, J-F. (1981), Le désarmement pour le développement, Fondation pour les études de défense nationale 19.

Coulomb, F., Fontanel, J. (2003), Disarmament : A Century of Economic Thought, Defence and Peace Economics, 14(3).

Donaldson, R.H. (2002), *Domestic influences on Russian arms sale policy*, 43th Annual Meeting of the International Studies Association, New Orleans, March 24.

Fontanel, J., Gaidar, Y. (1998), *L'avenir de l'économie russe en question*, PUG, Presses Universitaires de Grenoble.

Fontanel, J., Samson, I. (2003), *Les liaisons dangereuses entre l'Etat et l'économie russes*, L'Harmattan, Paris.

Fontanel, J. (2003), Les dépenses militaires de la Russie au début du XXIe siècle, *Annuaire Français des Relations Internationales*, Paris.

Fontanel, J., Henriques, P. (2007), A Globalização em análise ; geoeconomia e estratégia dos actores, Pieget, Lisboa.

Fontanel, J. (2007), *Question d'éthique : guerre, démocratie, économie, éducation, marketing, sport, genre*, Editions L'Harmattan, Paris.

Fontanel, J., Chatterji, M. (2008), War, Peace, and Security, Emerald Group Publishing

Infoguerre.com (2003), *Focus sur Rosoboronexport, l'exportation d'armement russe*, 7 Août.

Isachenkov, V. (2003), Russian Arms Industry Under Siege, *Johnson's Russia List*, 7216, June 9 .

Karlik, A., Maximtisev, I. Fontanel, J. (2005), Situation et potentiel du complexe militaro-industriel russe in « *Intégration de la Russie dans la communauté internationale : économie et enseignement* » Editions UEEF, Saint-Petersbourg,

Kornoshchenko, A. (2002), The Russian army will soon have no weapons left, *Russia Weekly*, April,

Shkaratan, O., Fontanel, J. (1998), Conversion and personnel in the Russian military-industrial complex, *Defense and Peace Economics* 9(4).

Weekly analysis (2003) The Russian Defense Ministry has joined a combat for the 2004 military budget ?, Issue n° 90.

<http://www.ru/chitalka/military/en/20030808.shtml>

Weir, F. (2003), Russian arms exports booming , Research Technews, June 29.

Wines, M. (2000) Putin cuts forces by 600.000, Promising Military Overhaul, New York Times, Novembre, 10.

Smith, R., & Fontanel, J. (2008). International security, defence economics and the powers of nations. *War, peace and security*, 6, 37À52.